

# Revue Mémoires en jeu n° 9 : « Les politiques illibérales du passé »

Présentation et Sommaire (PDF, 318.58 ko)



Publication avec le soutien du CELIS.

Dossier dirigé par Delphine Bechtel et Henry Rousso.

Le 24 février 2005, le parlement français adoptait une loi d'inspiration droitiste exprimant la « reconnaissance de la Nation » envers les rapatriés d'Afrique du Nord, qui préconisait entre autres que l'on enseigne le « rôle positif » de la colonisation, disposition par la suite retirée. Le tollé soulevé déboucha par ricochet sur une critique de différentes lois promulguées avant 2005, de la loi Gayssot (1990) réprimant le négationnisme à la loi Taubira (2001) qualifiant l'esclavage

de l'Europe des temps modernes de crime contre l'humanité. Qualifiées rétrospectivement de « lois mémorielles », terme à connotation péjorative, ces textes avaient pour point commun d'induire un discours normé sur l'histoire. Ils étaient nourris d'une inspiration progressiste, le « devoir de mémoire », cette injonction morale visant à une plus grande transparence des épisodes tragiques de l'histoire nationale et accordant aux victimes ou à leurs descendants reconnaissance et réparation. Le débat a mis alors en lumière à quel point, depuis les années 1990, la France comme d'autres pays européens s'était engagée dans des « politiques mémorielles » dont les lois du même nom n'étaient qu'un aspect parmi d'autres.

Si les États ont toujours agi sur les représentations du passé pour en donner une version officielle, la tendance apparue dans les années 1990-2000, à la suite de l'anamnèse de la Shoah en Europe, des grandes transitions démocratiques consécutives à la chute du Mur de Berlin ou à la fin des dictatures militaires en Amérique latine, relevait d'un registre différent. L'obligation du souvenir, la stigmatisation de l'oubli, l'effort de transparence étatique, l'intérêt accordé au sort des victimes ou encore la fin relative de l'impunité des criminels, constituaient autant d'éléments d'une nouvelle configuration morale. La mémoire devenait un marqueur démocratique, un nouveau droit humain.

Cette évolution a toutefois rencontré d'évidentes limites. D'une part, de nombreux pays n'ont pas suivi le mouvement et ont continué à défendre une forme d'histoire officielle « héroïsante », excluant toute forme de reconnaissance des crimes commis par l'État. C'est le cas dans de régimes autoritaires, comme en Russie avec le silence relatif sur le Goulag, ou encore en Turquie avec la négation du génocide des Arméniens. C'est le cas aussi dans des régimes démocratiques, comme au Japon où persiste un fort courant révisionniste. D'autre part, il y a eu ces dernières années à une forme de réaction au « devoir de mémoire » : des partis nationalistes ou néo-populistes qui critiquaient les lois ou politiques de mémoire d'inspiration progressiste, les accusant de porter atteinte à la fierté nationale ou de s'adonner à une forme de masochisme de la « repentance », une fois parvenus au pouvoir, ont à leur tour utilisé ces dispositifs pour imposer leur vision du passé national. Le cas le plus spectaculaire a été celui de la Pologne avec la promulgation, en février 2018, d'une loi pénale visant à réprimer « l'attribution à la nation ou à l'État polonais » de crimes commis durant la Shoah, texte amendé depuis, mais qui continue de laisser planer une menace sur le travail des historiens, des journalistes, des enseignants. C'est d'ailleurs le vote de ce texte, par un pays de l'Union européenne, qui a justifié le dossier que *Mémoires en jeu* consacre aux politiques de mémoire « illibérales », révisionnistes ou anti-progressistes, qu'elles soient anciennes comme en Russie, en Turquie, au Japon, qu'elles soient récentes comme en Hongrie, en Ukraine, ou encore en Espagne, en Israël ou en Colombie, où ces politiques constituent un retour en arrière.

<https://www.editionskime.fr/publications/n-9-les-politiques-illiberales-du-passe/>

- **Dates**

Paru le 20 novembre 2019, Créé le 21 novembre 2019

- **Éditeur**

Éditions KIMÉ, 2019, 186 p.

ISBN : 978-2-84174-944-7

Prix : 18, 00 €

---